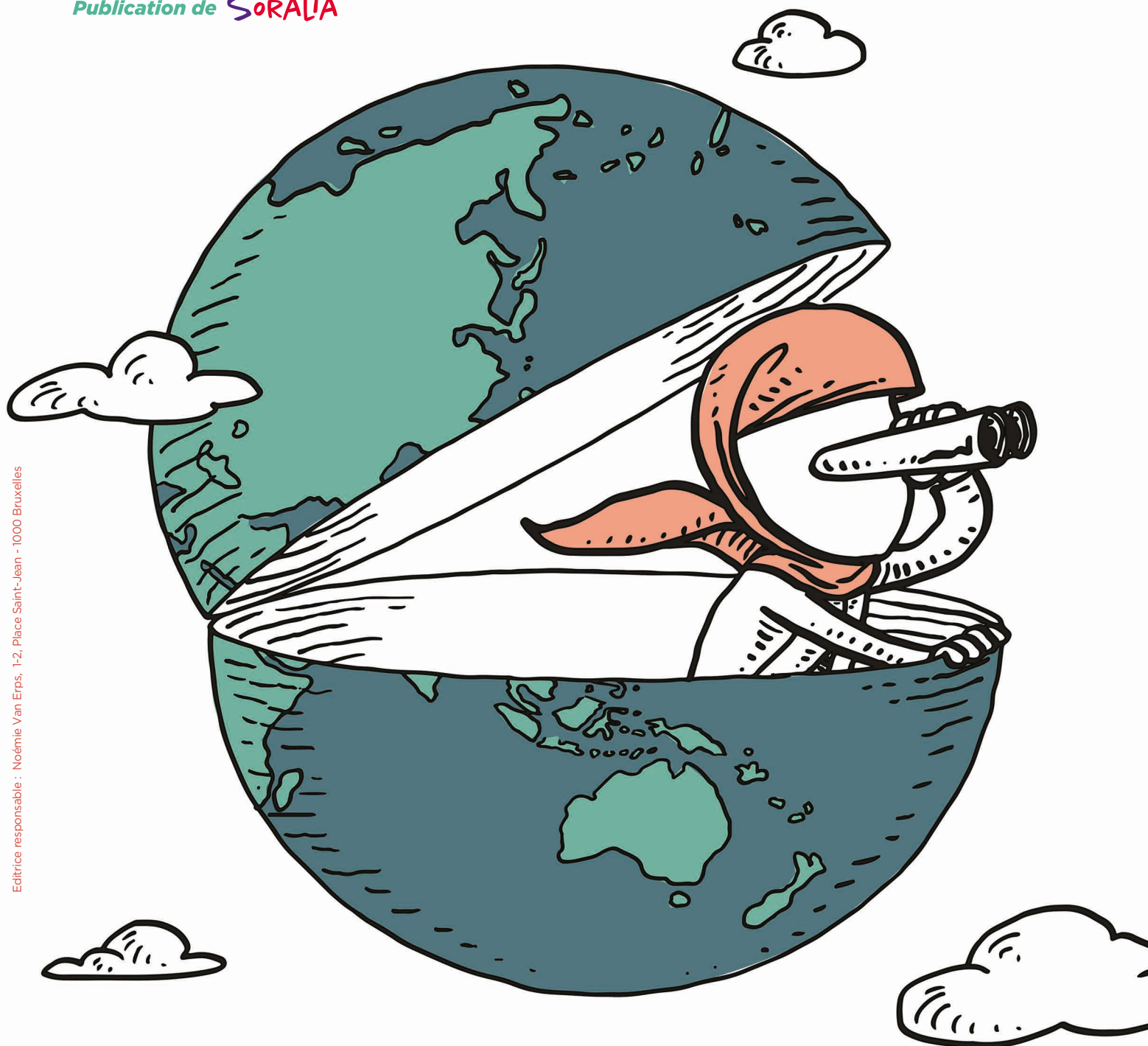


FEMMES PLURIELLES

n°82
Trimestriel
Juin 2023

bpost
business
PB-PP / B-12241
BELGIË(N) - BELGIQUE
BXL X P N°405 257

Publication de **SORALIA**



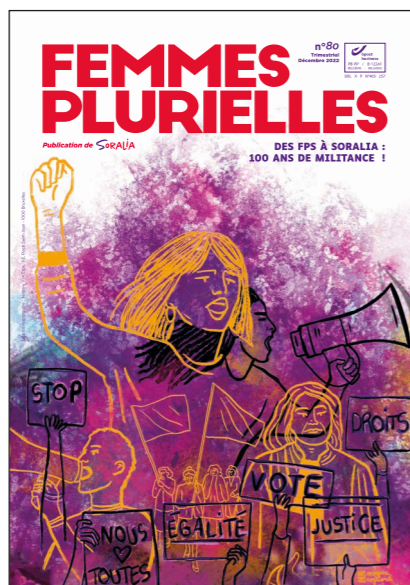
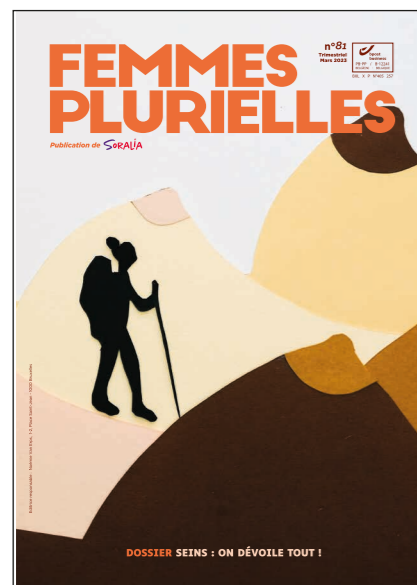
Éditrice responsable : Noémie Van Erps, 1-2, Place Saint-Jean - 1000 Bruxelles

DOSSIER
CHANGEONS DE SYSTÈME,
PAS DE CLIMAT

Nous sommes quelques-unes,
et de plus en plus nombreuses,
à contribuer à la réalisation de
ce magazine. Y sont répertoriés :
nos questionnements, nos positions
féministes, nos coups de poing,
nos envies de changement, nos luttes,
nos chutes et nos victoires.

FEMMES PLURIELLES

Vous souhaitez le recevoir
gratuitement chez vous ?



Rien n'est plus simple ! Faites-en la demande : par mail : femmes.plurielles@solidaris.be ou par tel : 02 / 515.04.01

Des remarques ?

Des suggestions ?

Des coups de gueule ou

Des mots d'amour ?

Écrivez-nous à :

femmes.plurielles@solidaris.be

ou envoyez-nous tout ça

à l'adresse suivante :

SORALIA

(Femmes Plurielles),

1-2 place Saint Jean

1000 Bruxelles

Quand on pense «transition écologique et environnementale», le discours et les représentations qui l'accompagnent basculent invariablement sur : l'évolution des comportements individuels en matière de consommation (tels que le zéro-déchet, le local-bio-de saison...), les investissements énergétiques (comme les panneaux photovoltaïques et l'isolation de son logement) ou encore le changement dans les moyens privés de déplacement (à savoir la voiture hybride ou électrique, la trottinette et j'en passe). OUI MAIS... la note est salée! Ces achats et installations représentent un coût élevé pour l'individu qui, la majeure partie du temps, ne percevra le retour sur investissement que des années plus tard. Au-delà du coût financier à charge des individus, la plupart des adaptations requises (de comportement ou d'équipement) sont également profondément élitistes et donc excluantes. Qui peut, aujourd'hui, après avoir fait ses courses alimentaires à la ferme en

vélo électrique, confectionner sa crème de jour maison en sirotant un jus fait avec les fruits de son verger? Quelles sont les alternatives possibles pour celles et ceux qui ne peuvent pas s'inscrire dans ces pratiques (entendez «les mauvais et méchants pauvres»)?

Notre Mouvement, à travers ce dossier et plus largement via ces actions de plaidoyer, se positionne fermement contre les discours qui tendent à responsabiliser et culpabiliser les citoyen-ne-s. Il convient, selon nous, de replacer le curseur en faveur d'un Etat social fort, protecteur et régulateur. C'est le système dans son ensemble qu'il faut changer, et non les citoyen-ne-s isolément de manière stigmatisée et discriminée.

Noémie Van Erps – Secrétaire Générale Soralia

SOMMAIRE

DOSSIER

- 4 > 5
Dérèglement climatique : une opportunité pour repenser nos sociétés
- 6 > 7
Les femmes, premières impactées par la crise écologique
- 8 > 10
On décortique
Planète en dérive : les multinationales à la barre !
- 11
Carte Blanche
Croiser les enjeux environnementaux aux enjeux sociaux : un essentiel
- 12 > 13
Environnement et santé : il n'y a aucune raison de s'inquiéter

- 14 > 15
Quand la santé mentale paie le prix de la pollution
- 16 > 17
Les petits colibris de l'environnement
- 18 > 19
Interview
« Les petites victoires sont importantes »
- 20 > 21
Un truc en + quelques ressources pour aller plus loin
- HORS DOSSIER
- 22 > 23
L'inclusion passe aussi par le langage.
- 24 > 25
Harry Styles est-il en train de piller la culture LGBTQIA+ ?

- 26 > 27
Actu Solsoc
Au Maroc, l'émancipation des femmes passe par l'autonomisation
- 28
Communiqué
Et si on payait le justeprix des médicaments ?
- 29
Sur le terrain
Un mois de mars engagé dans le Brabant Wallon
- 30
Communiqué
Les Solidarités : un nouveau site et une édition « grand cru »
- 31
Page ludique

Coordination générale : Elise Voillot
Rédaction permanente : Anissa D'Ortenzio, Alice Gaspar, Stéphanie Jassogne, Laudine Lahaye, Eloïse Malcourant, Margot Foubert, Florence Vierendeel, Elise Voillot et Wivynne Gaziaux
Remerciements : Fanny Colard et rédactrices-teurs bénévoles

Administration : Florine Flament, Emeline Desmet et Isabelle Colback
Concept et mise en page : www.dirk.studio
Couverture : shutterstock
BD : Zoé Borbé
Editrice responsable : Noémie Van Erps

Nous utilisons l'écriture inclusive dans l'ensemble de nos publications afin de lutter contre le sexisme de la langue française.
Soralia ASBL - RPM Bruxelles
Numéro d'entreprise : 0418 827 588

Dérèglement climatique : une opportunité pour repenser nos sociétés

• Ermeline Malcotte • Chargée de projets Liages •

Le dérèglement climatique ne va pas nous affecter toutes et tous de la même manière : les inégalités sociales, déjà en hausse dans la société belge¹, vont se renforcer avec l'aggravation des effets de la pollution, du réchauffement de la planète et la réduction de la biodiversité.

On parle de «triple peine», car les personnes qui polluent le moins sont également celles qui profitent le moins de la production des richesses alors qu'elles sont les plus exposées aux dérèglements climatiques. Elles ont ainsi un moindre accès à un environnement sain, que ce soit en termes de logement, mais aussi d'alimentation, de lieu de travail, d'accès aux espaces naturels, etc.

Sensibles à ce problème, les pouvoirs publics ont mandaté différentes études qui évaluent l'impact des bouleversements climatiques sur les publics vulnérables². Sans vouloir minimiser l'importance de ce travail, les associations du réseau Solidarité (Esenca, Liages, Latitude Jeunes et Soralia) ont fait un pas de plus en avançant des revendications qui répondent aux besoins spécifiques de nos publics.

Croiser les inégalités

Les personnes en situation de handicap, les personnes âgées, les jeunes et les femmes sont à la fois plus affecté-e-s par les inégalités sociales, mais aussi moins représenté-e-s et moins convoqué-e-s dans les dispositifs de démocratie directe. En écartant les publics vulnérables des processus de décision ainsi que des solutions envisagées, ces mécanismes de démocratie participative se font l'écho des publics les plus favorisés. Construites comme des instances inclusives, elles deviennent alors discriminantes, car les besoins et les souhaits des publics vulnérables sont extrapolés à partir de la vision, souvent caricaturale, que les plus favorisé-e-s en ont.

En tant qu'associations de terrain, nous défendons au contraire la nécessité de prendre en compte activement les intérêts des publics dits «vulnérables» afin d'ouvrir la voie à une gestion de la crise environnementale plus solidaire et plus humaine.

Prendre ses responsabilités

En ce qui concerne le processus de décision, nous constatons que l'État fédéral a tendance à déléguer la réflexion aux entités fédérées tandis qu'il reste lui-même en marge. Cela se traduit par un éparpillement des politiques environnementales et sociales qui échouent à faire de la lutte contre les inégalités l'axe central de leur action.

Avec cela, il est nécessaire de considérer que l'action politique doit prendre plus d'ampleur, tant les défis sont importants. Ainsi, nous militons pour la convergence des luttes dans laquelle les combats contre les discriminations doivent certes se déployer sur des fronts autonomes, mais doivent également porter ensemble un projet transformateur de société.

Ensuite, nous revendiquons la nécessité de prendre en compte la vulnérabilité dans toutes ses dimensions. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a exprimé cela à travers deux concepts directeurs. L'initiative *One health* («une santé»), qui souligne l'interdépendance forte entre la santé humaine et la santé de notre planète. Le deuxième concept, *Health in all policies* («la santé dans toutes les politiques») est une stratégie de politique publique qui repose sur le constat que la bonne santé de la population n'est pas qu'une affaire médicale. Elle dépend également de la qualité du logement, de l'environnement, de l'éducation, des conditions de travail, du transport, de la gestion des déchets... bref, de l'environnement. Dans la continuité de ces travaux, nous promovons un modèle circulaire qui engage toutes les parties à être proactives, et cela à tous les niveaux de pouvoir.

Enfin, et il s'agit probablement de notre revendication la plus importante, il est essentiel de repenser notre protection sociale.

Répondre à la crise environnementale suppose non seulement de renforcer les piliers déjà existants de la Sécurité sociale, mais également d'en construire de nouveaux. Ainsi, l'accès à un logement protégeant des inondations ou de la chaleur, l'accès à une alimentation saine ainsi qu'à de l'eau potable sont autant de droits qui devraient pouvoir être opposables, sous peine d'aggraver considérablement les inégalités sociales et économiques. Les services publics doivent également être considérablement étendus et renforcés, tant pour la protection individuelle que comme solution collective (développer les transports collectifs comme alternative à la voiture, par exemple). Autrement, les actions en faveur de l'environnement continueront de se faire au détriment des plus fragiles.

Changeons le système, pas le climat!

Il est nécessaire de transformer en profondeur nos dispositifs de protection sociale ainsi que notre système productif. Cela passe notamment par la démarchandisation de pans importants de notre économie, mais aussi par un financement de la Sécurité sociale à hauteur des nouveaux besoins de la société. Nous devons donc explorer de nouvelles pistes tout en étant attentives-ifs à ne pas aggraver les inégalités, comme ce fut le cas avec la taxe carbone³ en France qui déboucha sur l'explosion sociale qui mit les gilets jaunes au-devant de la scène politique. L'économiste Thomas Piketty⁴ a démontré que les dernières décennies se caractérisent par une concentration extrême du patrimoine. Il est donc logique que le financement des dispositifs de protection sociale s'organise autour de la mise en place d'une véritable justice fiscale⁵.

Ce projet porte donc en lui une forte dimension anticapitaliste. L'État devra reprendre un rôle planificateur, car, comme le disait Nicholas Stern économiste à la Banque mondiale, «le changement climatique est la plus grande défaillance de marché que le monde ait jamais connue, et il interagit avec d'autres imperfections du marché»⁶. Cela suppose d'abandonner le modèle néolibéral et productiviste de l'État régulateur à la faveur d'un État interventionniste, fondé sur une économie circulaire et durable.

1. Le rapport de l'IWEPS sur la situation sociale (ISS) en Wallonie fait ainsi état, en 2022, d'une «détérioration qualitative et quantitative de la situation de nombreuses personnes, dont beaucoup se trouvaient déjà en situation de précarité». Le cumul des crises depuis 2019 (COVID, inondations, forte inflation, flambée du prix de l'énergie) aggravera les inégalités économiques et sociales. IWEPS, «La situation sociale des Wallon-nes : au-delà des indicateurs, une détérioration réelle», Communiqué du 17 octobre 2022, <https://bit.ly/42LnfBD>.

2. VANDERPLANKEN Kristen et al., «Governing heatwaves in Europe: comparing health policy and practices to better understand roles, responsibilities and collaboration», *Health Research Policy and Systems*, 19/01/2021.

3. La taxe carbone fonctionne sur ce principe : «au plus un produit émet du gaz à effet de serre au plus il est taxé». Si cette taxe semble pertinente sur le papier, elle ne tient malheureusement pas compte des disparités au sein de la population et pénalise les ménages modestes qui ne peuvent pas se permettre d'acheter un véhicule électrique ou d'investir dans des panneaux solaires. Pour en savoir plus : <https://bit.ly/3IAOLdz>.

4. PIKETTY Thomas, *Le Capital au XXI^e siècle*, Seuil, 2013.

5. La justice fiscale recouvre l'ensemble des politiques fiscales visant à réduire les inégalités socio-économiques entre les individus afin de garantir une répartition plus équitable des richesses. Pour en savoir plus : www.justicefiscale.be

6. STERN Nicholas, *The economics of climate change: the Stern review*, Cambridge University Press, 2007.

Les femmes, premières impactées par la crise écologique

• Florence Vierendeel • Chargée d'études et de communication politique Soralia •

De plus en plus d'études le démontrent : la question environnementale est indéniablement une question de genre. Pourquoi? Parce qu'en raison de leur vulnérabilité économique, sociale et culturelle, les femmes sont plus touchées que les hommes par les conséquences de la crise écologique¹ que nous traversons actuellement. C'est pourquoi la prise en compte du genre dans les politiques environnementales² est indispensable.

Toutes les femmes sont concernées

Le premier constat à poser est que les conséquences de cette crise écologique sur les femmes sont perceptibles dans toutes les sphères de leur vie quotidienne, et ce, partout dans le monde. Par exemple, dans les pays en développement, ce sont majoritairement les femmes qui sont en charge de l'approvisionnement en eau, en nourriture et en combustibles. Or, en cas d'inondations ou de sécheresses, celles-ci doivent parcourir des distances plus longues et, très souvent, demander à leurs aînées de les aider, ce qui les amène à quitter l'école³. Cela empêche donc les femmes de dégager du temps pour leur éducation et/ou l'occupation d'un emploi rémunéré⁴. Cet accès limité à des ressources essentielles se traduit aussi par une insécurité constante, des tensions au sein des foyers, un risque plus élevé de violences intrafamiliales et une précarité croissante⁵.

D'autant plus qu'en cas de catastrophe naturelle, les femmes seront davantage exposées aux violences tout en ayant moins accès aux services de secours et d'assistance, ce qui compromet leur rétablissement et renforce leur vulnérabilité⁶. Pourtant, en tant que dispensatrices de soins, ce sont majoritairement elles qui devront continuer à assumer les obligations familiales, ce qui augmentera leur niveau de stress.

Par ailleurs, l'élévation du niveau de la mer, la désertification ou encore les vagues de chaleur à répétition entraînent des parcours migratoires de plus en plus nombreux. Ces exils sont particulièrement dangereux pour les femmes parce qu'elles y sont la cible des réseaux de traite des êtres humains. Elles y subissent des violences sexuelles de tous types, tant de la part des passeurs que des autorités ou encore des autres migrants⁷.

Ces dérèglements écologiques ont aussi de multiples impacts spécifiques sur leur santé. Citons par exemple l'augmentation des perturbateurs endocriniens dans notre environnement, qui touchent davantage les femmes, car elles ont plus de variations hormonales et de glandes endocrines⁸. Leurs droits sexuels et reproductifs sont également compromis : par exemple, en cas de dégradation des infrastructures, leur accès aux services de soins de santé nécessaires sera drastiquement réduit, ce qui entraîne, notamment, une augmentation de la mortalité maternelle⁹.

Les femmes, à la tête d'initiatives pour plus de justice environnementale

Un second constat s'impose : ce sont les femmes qui s'investissent le plus dans la lutte contre la crise écologique. Deux raisons majeures les poussent à être porteuses d'initiatives dans ce combat. La première est en lien avec les conséquences que nous venons d'exposer : celles-ci ont conscience, dans leur vie de tous les jours, qu'elles sont directement impactées et qu'il est nécessaire d'agir¹⁰.

La seconde raison relève davantage des rôles genrés au sein de notre société. En effet, ce combat étant fortement lié au bien-être du foyer, et donc à ce qu'on appelle le *care*¹¹, ce sont toujours les femmes qui prennent majoritairement en charge ces tâches domestiques. Réduction des déchets ménagers (communauté « zéro déchet »)¹², *Do It Yourself*¹³, création de potagers particuliers ou collectifs, etc. Toutes ces démarches requièrent du temps et de l'énergie et s'ajoutent à la longue liste des activités assumées par les femmes pour assurer le bon fonctionnement de la société.

Quelles pistes pour améliorer leurs situations?

Malgré cet état des lieux sans appel, la dimension de genre est encore très peu prise en compte dans les politiques publiques dites environnementales. De plus, les femmes étant sous-représentées dans les fonctions les plus élevées des hiérarchies professionnelles¹⁴, ces politiques sont élaborées par des panels majoritairement masculins. Ce qui ne permet pas d'entendre et de prendre en compte leurs voix, leurs réalités et leurs expertises.

Il est donc essentiel à la fois de leur donner accès à ces hauts lieux de décision, mais aussi d'appliquer ce qu'on appelle le *gender mainstreaming*¹⁵ à l'ensemble des politiques en la matière. Cela implique d'adopter une lecture genrée à toutes les étapes des processus politiques, de leur élaboration à leur évaluation, afin de veiller à davantage d'égalité entre les femmes et les hommes.

Enfin, si nous souhaitons améliorer le quotidien des femmes, mais plus largement, celui de l'ensemble des publics les plus vulnérables¹⁶, l'abolition du capitalisme doit aujourd'hui être notre premier cheval de bataille.

1. Voir lexique pp. 20-21

2. *Idem*.

3. ONU Femmes, « Inégalités entre les sexes et changements climatiques : des enjeux étroitement liés », 28 février 2022, <https://bit.ly/3UtsMVG>.

4. Nations Unies, « Les femmes... dans le contexte des changements climatiques », <https://bit.ly/40Zw0mz>.

5. Oxfam Québec, « Changements climatiques » : pourquoi ils affectent surtout les femmes ?, <https://bit.ly/43pYNag>.

6. VOS Coralie, « Justice climatique et égalité des genres : des liens étroits qui se renforcent mutuellement », *CNCD 11.11.11*, 11 mars 2022, <https://bit.ly/3GyGB4v>.

7. Pour plus d'informations : VIERENDEEL Florence, « Les violences intersectionnelles : trois profils de femmes au cœur d'inégalités croisées », *Analyse Soralia*, 2022, <https://bit.ly/40Y9H5r>.

8. Pour plus d'informations : COLARD Fanny, « Les perturbateurs endocriniens : ces menaces invisibles », *Analyse FPS*, 2018, <https://bit.ly/402ZVgW>.

9. VOS Coralie, « Justice climatique et égalité des genres... », *op. cit.*

10. ONU FEMMES, « Cinq jeunes femmes en première ligne de l'action climatique à travers l'Europe et en Asie centrale », 11 mars 2022, <https://bit.ly/3ZTP60B>.

11. C'est-à-dire à la sensibilité aux besoins des autres et à leur prise en charge.

12. Pour plus d'informations : LAHAYE Laudine, « Zéro-déchet et zéro-sexisme : même combat ? », *Analyse FPS*, 2019, <https://bit.ly/40epUct>.

13. Parfois abrégé en anglais « DIY », signifiant en français, « faites-le vous-mêmes ». Ces activités se centrent sur la création ou la réparation d'objets comme alternative à la consommation de masse. Pour en savoir plus : <https://bit.ly/445DQ8o>.

14. C'est ce qu'on appelle la ségrégation verticale du marché du travail ou le « plafond de verre ».

15. En Belgique, le *Gender mainstreaming* (ou intégration du genre en français) est défini par l'Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes (IEFH) comme étant « une stratégie [transversale] qui a pour ambition de renforcer l'égalité des femmes et des hommes dans la société, en veillant à ce que toutes les étapes des processus politiques – élaboration, mise en œuvre, suivi et évaluation – tiennent compte de la dimension de genre, c'est-à-dire des différences socio-économiques qui existent entre les hommes et les femmes ». Pour en savoir plus : <https://bit.ly/3pZNBzC>.

16. Cela comprend les personnes précarisées, les personnes en situation de handicap, les personnes LGTBQI+, les personnes âgées, etc.

Planète en dérive : les multinationales à la barre !

• Wivynne Gaziaux • Chargée d'études Soralia •

Mars 2023, le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) remet son dernier rapport sur l'état de notre planète. Les risques associés au dérèglement climatique sont pires que prévu, nous atteindrons les +1,5°¹ d'ici 2030-2035 et chaque dixième de degré supplémentaire entraînera des conséquences encore plus désastreuses. C'est pourquoi il rappelle aux pays riches de prendre d'urgence les mesures nécessaires pour diminuer drastiquement les émissions de gaz à effet de serre².

Ces mesures doivent viser en priorité les actrices-teurs qui, à l'échelle de la planète, sont les plus pollueurs. Plusieurs études démontrent en effet que 75 % des émissions de gaz à effet de serre seraient structurelles³ et 71 % directement imputables à une centaine d'entreprises⁴. Cela ne veut pas dire que l'effort et les changements ne doivent pas être collectifs pour créer un impact le plus efficace possible. Il est cependant nécessaire de déconstruire le discours dominant et de recentrer l'attention sur celles et ceux qui, ensemble, dégradent et détruisent notre planète.

Un système économique basé uniquement sur le profit⁵.

Aujourd'hui, 99,5 % des sociétés dans le monde évoluent dans ce qu'on appelle le système capitaliste. Ce modèle économique est basé sur la conviction que l'entreprise privée est l'ultime et la plus importante source de richesse d'un pays. En créant des emplois et de la valeur ajoutée à partir des biens et services qu'elle produit, c'est elle qui générerait les moyens économiques nécessaires pour financer les dépenses publiques (protection sociale, santé et services publics, enseignement, etc.). Dans cette optique, le rôle de l'État n'est pas d'intervenir dans les affaires économiques du pays, mais bien de soutenir la production des entreprises. L'État promulgue donc des législations en leur faveur, garantit la protection de la propriété privée et prend en charge les activités qui ne sont pas rentables financièrement pour le secteur privé : les dépenses publiques. La création de richesses est donc l'élément central de ce système. Le meilleur moyen d'y arriver consisterait à mettre en compétition les différents agents (les entreprises, les travailleuses-eurs, etc.). Le but

étant que chacun-e cherche constamment à augmenter ses performances pour produire toujours plus, à moindre coût et de « qualité » ; et que les consommatrices-teurs achètent et consomment au maximum à leur tour. Ce système serait idéal, car il répondrait au fonctionnement de l'être humain qui chercherait toujours à favoriser son propre intérêt pour améliorer son bien-être. L'individualisme pousserait donc naturellement les êtres humains à saisir toutes les opportunités pour atteindre le bonheur qui, dans le paradigme capitaliste, est synonyme de richesse matérielle.

Le rôle de l'État : soutenir la croissance !

Quant aux États, eux aussi doivent suivre un objectif de croissance économique afin de prouver la bonne santé du pays⁶. Cette situation les oblige à devoir attirer les multinationales sur leur territoire. En leur permettant de s'implanter, celles-ci créeront de l'emploi (ce qui aura pour effet de faire baisser le taux de chômage et *de facto* de diminuer les dépenses publiques) et feront augmenter le PIB⁷. En échange, les États leur offrent une série d'avantages comme la réduction d'impôts.

« Le capitalisme se caractérise par la loi du libre marché : les règlements et les lois sont considérés comme des obstacles. Cela se reflète dans la volonté affichée des gouvernements à mettre l'accent sur la croissance économique. Dans l'espoir que le marché se régule, ils vont privatiser, libéraliser et couper dans les dépenses publiques. Tel est le pays idéal pour les multinationales »⁸.

Depuis le 20^e siècle, un nouveau maillon a permis d'accélérer considérablement la machine : la mondialisation.



© Shutterstock

Le capitalisme se caractérise par la loi du libre marché : les règlements et les lois sont considérés comme des obstacles.

Désormais, le monde entier peut échanger des biens et des services commerciaux et économiques. Ces échanges contribuent ainsi à l'essor du secteur industriel mondial et à augmenter de façon exponentielle les bénéfices des entreprises et plus particulièrement des multinationales.

Le rôle des entreprises privées : faire un maximum de bénéfices !

Le problème est que ces entreprises sont la propriété d'actionnaires privé-e-s dont le but est de faire toujours plus de bénéfices. Pour ce faire, elles utilisent plusieurs stratégies et notamment :

Faire baisser le coût de la main-d'œuvre en :

Délocalisant la production dans les pays du Sud là où la main-d'œuvre est moins chère et les lois du travail moins contraignantes (normes de sécurité, heures de travail, etc.). Cette pratique engendre des conséquences désastreuses

pour les travailleuses-eurs des pays du Sud, mais aussi pour les travailleuses-eurs des pays du Nord qui voient leurs emplois partir à l'étranger suite aux plans de restructuration des entreprises (exemple en Belgique : Mittal, Arcelor, VW Forest, etc.).

Délégant la production à des entreprises sous-traitantes⁹ qu'elle met en concurrence pour négocier au mieux les contrats. Avec pour avantage de pouvoir aussi se décharger de toutes responsabilités en termes de conditions de travail illégales voir inhumaines (exemple au Bangladesh : l'usine Rana plaza qui produisait des vêtements pour de grandes enseignes occidentales et qui s'est effondrée).

Agir sur les moyens de production en :

S'accaparant les matières premières au meilleur prix ce qui signifie, entre autres, avoir la mainmise sur les zones riches en métaux, charbon, pétrole, eau, bois, etc. ou d'élargir toujours plus les surfaces d'exploitation. Avec pour effet, l'expropriation de populations entières¹⁰,

la dégradation voire la destruction de la biodiversité; y compris de zones naturelles indispensables à la survie de la planète. Cette spoliation s'opère au détriment des pays du Sud puisque c'est dans ces pays que l'on trouve une grande partie des matières premières nécessaires pour répondre à la demande croissante des pays du Nord.

Accélération des processus de production, notamment grâce à l'utilisation de produits chimiques et pesticides, la modification ou création de nouvelles espèces plus faciles à transformer et/ou à commercialiser (poulet OGM, fruits/légumes calibrés, plus résistants au climat, aux maladies, etc.), la pratique de la monoculture, etc.

Utilisant les énergies les plus rentables pour produire et/ou exporter la production comme le pétrole et le charbon. Or, ces énergies sont aussi les plus polluantes.

Augmenter ses parts de marché au niveau mondial en :

Fusionnant ou rachetant des entreprises locales (exemple aux Pays-Bas : la fusion de Delhaize avec le groupe Ahold). Les multinationales s'attaquent également aux entreprises publiques qui pourraient s'avérer lucratives; c'est par exemple le cas dans le secteur de l'électricité, du transport, de la santé, de l'eau ou encore de l'éducation¹¹.

Obtenant le monopole sur un marché. Cela lui permet de pouvoir fixer le prix qu'elle souhaite ou encore de gérer sa production de sorte à faire augmenter les prix sur le marché (ex. : pétrole, gaz, etc.). Elle peut aussi créer et imposer son propre label afin d'être la seule à pouvoir fixer les règles de production et de vente sur un produit (ex. : semences, graines, etc.).

S'établissant là où les lois, les contrôles et les critères environnementaux sont les moins contraignant-e-s. Mais ce n'est pas tout, au-delà de produire à moindre coût, il faut aussi séduire et appâter un maximum de consommateurs-teurs. Pour cela, les multinationales utilisent :

La publicité, dans laquelle elles dépensent des sommes colossales pour que leurs produits soient visibles par un maximum de personnes à travers le monde; allant même jusqu'à analyser nos comportements et nos activités sur nos écrans pour créer LA publicité qui nous incitera à acheter. Puisque dans le monde capitaliste le bonheur est synonyme de richesse matérielle, les entreprises

ne cessent de nous inventer de nouveaux besoins pour nous encourager à consommer toujours plus. Elles ne se gênent pas non plus pour créer et diffuser des publicités mensongères, jouant ainsi sur nos valeurs et nos émotions. C'est le cas du *greenwashing*. Cette technique commerciale consiste à faire passer l'entreprise comme étant écoresponsable auprès du public alors que ce n'est pas le cas. C'est, par exemple, utiliser de faux labels ou des couleurs rappelant la nature, des mots comme « naturel » ou « vert » sur l'étiquette alors que le produit n'est pas du tout respectueux de l'environnement. C'est aussi mettre en avant un composant bio alors qu'il ne représente qu'une petite partie des ingrédients ou encore vanter que l'emballage est fabriqué à partir de plastique recyclé, mais en omettant de dire que ce même emballage ne pourra pas être recyclé par la suite. Enfin, c'est sponsoriser un événement engagé pour l'environnement alors que son activité économique est tout sauf respectueuse de l'environnement, etc.

Le gaspillage.

Pour vendre davantage, les entreprises ont compris le grand intérêt à ce que les consommatrices-teurs gaspillent. Un premier exemple est l'obsolescence programmée, c'est-à-dire diverses techniques utilisées par les entreprises pour restreindre la durée de vie d'un produit afin qu'il soit plus vite remplacé. Un deuxième exemple est la surproduction d'aliments en pratiquant ce qu'on appelle la monoculture. Il s'agit de planter une seule espèce de plante, sélectionnée selon des critères précis, afin de maximiser l'efficacité et le rendement du sol et de réduire les coûts. Ce qui au final, appauvrit non seulement la fertilité des sols, mais oblige aussi les agricultrices-teurs à recourir aux engrais et pesticides pour intensifier la production.

Toujours plus! Plus fort, plus vite, plus loin, plus profond. Voilà comment font les entreprises pour accroître leurs profits et assouvir les exigences capitalistes d'une petite partie de la population qui sont généralement des hommes, blancs, riches et de plus de 50 ans ! C'est contre cet engrenage morbide que les États du monde entier doivent se battre en faisant passer le bien-être de la société et la santé de notre planète avant le profit. Quelques pistes importantes seraient, par exemple, de taxer correctement les surprofits générés par les entreprises et de lutter massivement contre la fraude et l'évasion fiscale. Mais aussi de protéger les biens et services qui sont essentiels à la vie (espace vert, eau, etc.) tout en empêchant que ceux-ci soient gérés par des entreprises privées.

1. 1,5° de plus en moyenne à l'horizon 2030-2035, par rapport à la période entre 1850 et 1900.

2. CHAVANCE Lily, « Climat : ce qu'il faut retenir du rapport de synthèse du GIEC », *POLITIS*, 20 mars 2023.

3. C'est-à-dire que 75 % des émissions de gaz ne sont pas d'origine naturelle, mais émanent directement de l'activité humaine sur la planète.

4. DION Cyril, *Petit manuel de résistance contemporaine*, Arles, 2021.

5. BONFOND Olivier, *Il faut tuer TINA*, 2017.

6. En Europe, c'est à la Commission européenne que les États membres doivent rendre des comptes.

7. Le taux de croissance se calcule via le PIB.

8. Oxfam, *Les multinationales*, <https://bit.ly/3KI16Nn>.

9. C'est ce qu'on appelle l'externalisation.

10. Souvent par la force et/ou en utilisant la violence, ce qui renforce une forme de domination des exploitants du nord sur les populations locales du sud.

11. C'est ce qu'on appelle la privatisation.

Croiser les enjeux environnementaux aux enjeux sociaux : un essentiel

• Une carte blanche de Karine Lalieux • Ministre fédérale des Pensions et de l'Intégration sociale, chargée des Personnes handicapées, de la Lutte contre la pauvreté et de Beliris •

Face aux défis portés par la transition climatique, la culpabilisation de la population la moins aisée serait une erreur incommensurable. La question de la justice environnementale est en effet indissociable de celle de la justice sociale et de la lutte contre les inégalités.

Il est nécessaire ici de rappeler avant toute autre chose que les dérèglements climatiques ne sont pas causés par les groupes sociaux les plus défavorisés. 1 % des plus riches produisent à eux seuls 17 % des gaz à effet de serre alors que les 50 % les moins riches n'en produisent que 12 % ! Et cela vaut autant à l'échelle internationale que nationale.

Or, ce sont celles-ceux qui sont les plus responsables de ces mêmes dérèglements qui en subissent le moins les conséquences puisqu'elles-ils disposent des ressources financières pour y faire face : achat de voiture électrique, isolation de leur maison, installation de climatiseurs et de panneaux photovoltaïques, moyens pour assumer l'augmentation des factures énergétiques dues à la pénurie de ces ressources, etc.

Les plus précaires sont touché-e-s de plein fouet. Non seulement elles-ils sont plus vulnérables aux impacts et conséquences du changement climatique, mais elles-ils sont le plus souvent exclu-e-s – voire victimes collatérales – des politiques mises en place pour le contrer. Un prêt à taux zéro pour son logement, c'est bien beau, mais encore faut-il avoir les moyens d'être propriétaire et avoir la possibilité de s'endetter...

Le manque d'argent, pour le dire crûment, leur impose de faire des choix. Leur priorité est alors, logiquement, celle liée à l'urgence de se nourrir, de se chauffer, de se soigner, de vêtir ses enfants, plutôt que de consacrer leurs moyens disponibles à l'achat d'une voiture moins polluante ou de nouveaux châssis, quand elles-ils ont encore la chance d'être propriétaires.

Il n'est ici nullement question de manque de volonté, encore moins d'irresponsabilité. Les familles les plus modestes, aux revenus bas ou modérés, ne sont pas insensibles à la cause environnementale. Au contraire, elles sont même très engagées, des enfants aux parents, à participer avec leurs propres moyens à l'effort collectif contre le réchauffement climatique.

Mais les inégalités sociales créent, dans leur sillage, des inégalités environnementales. C'est la raison pour laquelle le Parti socialiste fait de la lutte contre ces inégalités un combat de premier ordre.

Car, nous en sommes convaincu-e-s, la transition écologique améliorera les conditions de vie de toutes et tous, en ce compris celles des milieux dits populaires.

Pour y parvenir, l'investissement public et collectif est la clé. Investissement massif dans la construction et/ou la rénovation de logements accessibles et mieux isolés. À Bruxelles, 4 locataires sociales-aux sur 5 sont concerné-e-s par la précarité énergétique. Investissement pour renforcer l'accès à des transports publics de qualité et gratuits. Investissement pour garantir un accompagnement individuel et collectif vers une consommation moins énergivore. Investissement pour garantir à tous une alimentation de qualité via par exemple les cantines scolaires. etc.

L'écocapitalisme que je défends, c'est une écologie qui se veut inclusive, positive, solidaire. Une écologie supportée par les pouvoirs publics dans le cadre d'un projet collectif, qui inclut tout le monde, qui soutient les plus vulnérables et surtout responsabilise réellement les plus gros pollueurs.

Pour que la pauvreté ne soit plus un frein à une transition écologique juste et équitable, qui profite à tout le monde sans exception.

Environnement et santé : il n'y a aucune raison de s'inquiéter¹

• Anissa D'Ortenzio • Chargée d'études Soralia •

C'EST FAUX. C'est l'heure de sortir les violons, parce qu'il y a du *drama* dans l'air. Ou plutôt des particules fines meurtrières. Rien qu'en les respirant en petites quantités, on perdrait presque 9 mois dans notre vie en moyenne en Europe². Certaines personnes, déjà victimes de discriminations dans notre société, voient leur santé d'autant plus menacée par la dégradation de l'environnement. Les femmes, majoritaires dans les luttes écologiques, ne sont pas en reste. C'est l'heure du bilan de santé!

Tout d'abord, la santé des femmes est plus impactée par les changements climatiques et les catastrophes naturelles que celle des hommes. Cela s'explique à la fois par leur genre (les rôles attendus en tant que femme) et par leur sexe (des mécanismes biologiques différents face à certaines maladies et médicaments).

Les femmes sont généralement plus pauvres et consomment donc moins de soins de santé, car elles ont davantage tendance à reporter leurs soins. Cette situation plus précaire peut aggraver certaines maladies qui touchent déjà plus les femmes que les hommes. Certaines de ces maladies sont aussi en augmentation à cause de la dégradation généralisée de la nature. Une double peine pour les femmes.

Quand Mère Nature tousse, toi, tu craches tes poumons

Prenons le cas de l'asthme qui a doublé en quinze ans dans les pays européens³. Cette augmentation s'explique par la pollution de l'air provoquée par les particules fines et la fumée, phénomènes exacerbés par les nombreux feux de forêt, les canicules et la circulation automobile⁴. Ces conditions peuvent déclencher des crises d'asthme chez les personnes les plus fragiles. L'asthme est une maladie chronique 2 fois plus fréquente chez les femmes que chez les hommes et généralement plus sévère chez ces dernières⁵.

Tout comme l'asthme, les femmes sont plus touchées par les maladies cardio-vasculaires que les hommes en Belgique. Or, la pollution de l'air et les températures extrêmes favorisent aussi des problèmes au niveau du cœur et des vaisseaux selon Wallonie-Environnement⁶! Le bruit, pollution auditive des grandes villes et axes routiers, favoriserait également

l'hypertension artérielle et donc, certaines maladies du cœur. Selon l'OMS, l'exposition régulière au bruit serait responsable de 3 % des décès...

Non seulement le trafic automobile et les industries encrassent (un peu plus) les poumons et le cœur des femmes, mais aussi leurs os! Une étude américaine⁷ met en évidence que les oxydes d'azote (un agent chimique dont une très forte concentration produit un gaz toxique) dégraderaient la masse osseuse des femmes ménopausées plus rapidement que les effets naturels de l'âge, particulièrement chez celles ayant de plus faibles revenus⁸.

Quand Mère Nature tombe malade, toi, tu prends cher

Enfin, 70 % des maladies infectieuses (comme le COVID-19) de ces 40 dernières années sont des virus que les animaux ont transmis à l'être humain (décimant tant les humains que les animaux). Cette situation tragique s'explique, d'une part, par l'intensification de l'agriculture et l'élevage, la destruction des habitats naturels des animaux et la globalisation de «ces échanges» et, d'autre part, par l'augmentation des maladies chroniques fragilisant durablement la santé humaine⁹. Nous l'avons vu durant la pandémie : les personnes qui avaient déjà une ou plusieurs maladies chroniques étaient plus vulnérables au virus. Elles étaient susceptibles d'avoir des symptômes plus graves dus au COVID-19 que le reste de la population. Depuis 1997, les maladies chroniques ne cessent de croître en Belgique¹⁰. Les profils les plus touchés? Les femmes et les personnes ayant un plus faible revenu. Pourtant plus vulnérables, n'étaient-ce pas les femmes qui ont continué à travailler durant toute la pandémie? Ces femmes aux métiers de vendeuses, de soignantes, du nettoyage... Aux faibles revenus, déjà malades et pourtant toujours en train de travailler.



© Freepik

Une liste un peu (trop) longue

Et *quid* des effets des perturbateurs endocriniens qui dérèglent les hormones? Des liens entre pesticides et obésité? Des conséquences méconnues du microplastique dans le sang humain? Finalement, quels que soient les impacts négatifs de l'environnement sur la santé humaine, les personnes qui seront les plus touchées ne sont pas forcément celles qui polluent le plus : les femmes sont majoritaires dans les luttes écologiques au sein du foyer et dans l'espace public... Et pourtant, quelle santé! Le 21^e siècle ne déroge pas à la règle : les personnes victimes d'injustices seront plus malades que les autres. La seule chose qui change, c'est qu'on peut ajouter l'injustice environnementale à la liste.

Notre meilleur ennemi?

Ces immenses dégradations de l'environnement sont la menace n°1 de notre santé au 21^e siècle¹¹. Mais, agir pour l'environnement est notre plus grande opportunité pour

améliorer notre santé. Par exemple, des mesures visant à diminuer les gaz à effet de serre peuvent améliorer la qualité de l'air. Développer les mobilités douces (vélos, marche, etc.) améliore la santé physique et mentale de la population. Diminuer la consommation de viande améliore le bien-être des animaux et la santé des humains... Selon le 6^e rapport du GIEC, intervenir favorablement sur l'environnement sauverait des millions de vies. À titre d'estimation, plus de 1,2 million de personnes survivraient en 2040 si on améliorait la qualité de l'air¹². Une 2^e révolution de santé publique est possible¹³, à condition que les actions pour l'environnement et la santé tiennent compte en priorité des publics plus vulnérables au risque, sinon, de perpétuer voire d'aggraver des inégalités dont celles entre les femmes et les hommes.

Et si vous n'êtes pas sensibles à sauver votre prochain, pensez au portefeuille : moins de maladies signifient moins de coûts en soins de santé sachant qu'en Belgique, les coûts des maladies longue durée sont supérieurs à ceux du chômage. Logique, quand on n'investit pas suffisamment dans la prévention des maladies.

1. Attention, le sarcasme nuit gravement à la santé.
2. L'ENVIRONNEMENT-SANTÉ EN WALLONIE, *Pollution urbaine : le nez dessus*, s.d., <https://bit.ly/41p5kQY>.
3. L'ENVIRONNEMENT-SANTÉ EN WALLONIE, *Un tableau changeant*, s.d., <https://bit.ly/41tDYZY>.
4. LEYNAERT Bénédicte, LE MOUAL Nicole, NEUKIRCH Catherine et al., «Facteurs environnementaux favorisant le développement d'un asthme», *La Presse Médicale*, 2019, vol. 48, no 3, pp. 262-273.
5. FONDATION POUR LA RECHERCHE MÉDICALE, *Les femmes et les hommes sont-ils égaux face à l'asthme allergique?*, 27 avril 2018, <https://bit.ly/3N2kcAp>.
6. L'ENVIRONNEMENT-SANTÉ EN WALLONIE, *Maladies cardio-vasculaires au premier plan*, s.d., <https://bit.ly/3mLBv7>.
7. PRADA Diddier et al., «Air pollution and decreased bone mineral density among Women's Health Initiative participants», *The Lancet*, 14/02/23, <https://bit.ly/3UURAUJ>.

8. MONOD Olivier, «La pollution de l'air accélère l'ostéoporose chez les femmes après la ménopause», *Libération*, 10 mars 2023, <https://bit.ly/43O02QB>.
9. COLLECTIF DE CONSOMMATEURS, D'ASSOCIATIONS ET DE SYNDICATS, «Faire de la santé environnementale un pilier du système de santé français», *Libération*, 9 décembre 2020, <https://bit.ly/3Ainbgw>.
10. Pour en savoir plus : <https://bit.ly/3L4H8FJ>.
11. CAMPBELL-LENDRUM Diarmid, «Quels sont les principaux enseignements du 6e rapport du GIEC concernant la santé?», Actes de colloque 2022, *Santé Publique France*, pp.10-11.
12. TIRADO Cristina, «Quels sont les co-bénéfices pour la santé de l'action climatique?», Actes de colloque 2022, *Santé Publique France*, pp.26.
13. CICOLELLA André, «Santé et Environnement : la 2e révolution de Santé Publique», *Santé Publique*, 2010/3 (Vol. 22), pp. 343-351. <https://bit.ly/40AqY3K>.

Quand la santé mentale paie le prix de la pollution

• Anissa D'Ortenzio • Chargée d'études Soralia •

La dégradation de notre environnement a des conséquences sur la santé humaine : alimentation de moins bonne qualité, problèmes respiratoires... D'ailleurs, notre santé mentale est aussi impactée, et bien plus qu'on ne le soupçonne !

3 maladies pour le prix d'1 : dépression, Alzheimer et Parkinson

2 fois plus de femmes que d'hommes sont touchées par la dépression dans le monde¹. La pollution de l'air accroît le risque de dépression et d'anxiété, et ce, même avec une faible quantité de polluants dans l'air². Des processus biochimiques sont à l'œuvre et la pollution provoque des effets négatifs sur le cerveau (une réaction inflammatoire). Par exemple, les cerveaux en plein développement des enfants de 12 ans, exposés à un air pollué, ont 3 à 4 fois plus de risques d'avoir une dépression à leurs 18 ans³.

Les canicules, dues aux dérèglements climatiques, favorisent aussi les épisodes de dépression et d'anxiété particulièrement chez les personnes âgées ou isolées socialement⁴. Elles ont peur de mal supporter physiquement la chaleur. D'ailleurs, certains antidépresseurs (prescrits davantage aux femmes) et sédatifs réduisent la transpiration et altèrent la vigilance, ce qui peut être dangereux en cas de canicule⁵.

L'Alzheimer et la maladie de Parkinson ont augmenté de 70 % en 15 ans en Belgique (calculé entre 2004 et 2019)⁶. La démence est la 1^{ère} cause de mortalité en particulier chez les femmes, qui vivent en moyenne plus longtemps que les hommes. 1 femme sur 2 de 45 ans risque de développer une de ces maladies⁷. De plus en plus d'études internationales démontrent un lien entre la pollution de l'air et ces maladies sur le long terme⁸. Les pesticides jouent aussi un rôle important : en France, la maladie de Parkinson a été reconnue comme maladie professionnelle dans l'agriculture (certains de ces produits ont, depuis, été interdits)⁹.

1 Belge sur 10 ressent de l'éco-anxiété sévère¹⁰

L'éco-anxiété se définit comme une détresse psychique, une inquiétude chronique provoquée par les changements climatiques et leurs conséquences. Angoisse, troubles du sommeil, pleurs... sont bien réels. Quel que soit le niveau d'éducation, ce sont majoritairement les femmes et les plus jeunes (– de 40 ans) qui en souffrent. Lorsque l'éco-anxiété ressentie est trop intense, elle coupe toute capacité d'action. Par contre, lorsqu'elle se situe à un niveau plus faible et gérable, elle devient un levier de changements et de mobilisations individuelles et collectives puissantes !

Bruxelles : des injustices multiples¹¹

Durant la nuit, 81 % des Bruxellois-e-s sont touché-e-s par la pollution sonore, impactant leur qualité du sommeil, leurs niveaux de concentration et de stress. Comparé aux quartiers plus aisés du sud de Bruxelles, les quartiers du centre et du nord-ouest accumulent précarité, pollution de l'air et peu d'espaces verts, sans mentionner la pollution intérieure de nombreux logements mal isolés. Cette situation touche d'autant plus les femmes, qui représentent 70 % des individus en situation de pauvreté individuelle (en 2017) et qui sont majoritairement à la tête des familles monoparentales et locataires¹².

Pourtant, 50 % du territoire bruxellois est constitué de végétation ! Toutefois, le sud de la capitale concentre à lui seul 30 % des espaces verts via les jardins privés des personnes aisées, la forêt de Soignes et le bois de la Cambre. Ces espaces verts sont presque absents du centre-ville bétonné. Par contre, qu'on habite au nord

ou au sud de la ville, les concentrations de particules fines continuent de dépasser les valeurs maximales fixées par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS)...

La nature, une alliée¹³

Lorsque l'environnement est en bonne santé, les êtres humains le sont aussi. Dès la 1^{ère} promenade (de plus

d'une heure) dans la nature, l'anxiété, la fatigue, l'humeur générale, la rumination et les risques de troubles psychiatriques tels que la dépression ou la schizophrénie sont significativement réduits. Se balader dans la nature augmenterait la concentration, la créativité. Si on est accompagné-e, les personnes sont plus disposées à entrer en relation de façon plus attentive avec les autres.

1. D'ORTENZIO Anissa, « La dépression : une réalité genrée », *Étude FPS*, 2022, <https://bit.ly/3liif67C>.
2. Yang Teng, Wang Jiawei, Huang Jing, et al., « Long-term Exposure to Multiple Ambient Air Pollutants and Association With Incident Depression and Anxiety », *JAMA Psychiatry*, 2023, <https://bit.ly/3LnPPUu>.
3. ROBERTS Susanna, ARSENEAULT Louise, BARRATT Benjamin et al., « Exploration of NO2 and PM2.5 air pollution and mental health problems using high-resolution data in London – based children from a UK longitudinal cohort study », *Psychiatry Research*, n° 272, 2019, <https://bit.ly/40767VN>.
4. HUTTER Hans-Peter, « The psychological impact of a heatwave: stress, anxiety and depression », *MedUni Vienna*, 2019, <https://bit.ly/3yFz3sd>.
5. AGIR-ESE, « Changements climatiques et santé mentale », *Article en ligne*, 2023, <https://bit.ly/3mWQCKM>.
6. BELGA, « Progression de 70 % en 15 ans : cette maladie devient la première cause de décès en Belgique », *RTL Info*, 2022, <https://bit.ly/44wC90i>.
7. ANONYME, « Les femmes plus exposées au risque de maladies neurologiques que les hommes », *Les Échos*, 2018, <https://bit.ly/3LpGoDK>.
8. DUROU Amélie, « Effets à court et long termes de la pollution atmosphérique extérieure sur les troubles neurologiques », *Santé publique France*, 2021, <https://bit.ly/3mWe95C>.
9. ENVIRONNEMENT-SANTÉ EN WALLONIE, « Plusieurs maladies en cause », *Article en ligne*, n.d., <https://bit.ly/3TpZMm7>.
10. UCLouvain, « 1 Belge sur 10 souffre d'éco-anxiété sévère », *Article en ligne*, 2021, <https://bit.ly/3LsLaFy>.
11. Basé sur « Bruxelles Malade » du média belge indépendant *Médor*, <https://bxl-malade.medor.coop/>.
12. DELCLITE Thomas et GEENENS Geneviève, « Inégalités de revenus entre femmes et hommes et pauvreté individuelle », *Analyse Statbel*, n° 7, 2019, <https://bit.ly/3JqKjxM>.
13. PETITGAS Céline, « Les bienfaits de la nature sur le cerveau », *Fédération pour la Recherche sur le Cerveau*, 2020, <https://bit.ly/3yEtABN>.



Les petits colibris de l'environnement

• Pauline Kieseoms • Stagiaire Soralia •

Les petits colibris, ce sont ces citoyen·ne·s qui tentent d'apporter leur contribution, petite ou grande, à l'environnement. Projets d'information, quartiers durables et écoquartiers, coopératives, agriculture locale... Focus sur quelques-unes de ces initiatives.

S'informer pour commencer

Tou·te·s les citoyen·ne·s ne sont pas sensibilisé·e·s aux questions environnementales, écologiques, climatiques. Beaucoup ne savent pas par où commencer... C'est à ce moment que les projets d'information sur ces sujets, tels que **Guérilleuses**, prennent tout leur sens.

Guérilleuses¹, c'est le projet de cinq étudiantes de l'IHECS (Bruxelles) qui consiste en une série de huit dépliants abordant la question de l'écoféminisme. Portes d'entrée

et sources de réflexions sur les enjeux et missions écoféministes, ce projet donne une voix à des autrices-teurs, militant·e·s et autres actrices-teurs engagé·e·s à travers textes, portraits, récits, poèmes et illustrations... Ce projet informe et aide à comprendre un des enjeux de cette transition vers un nouveau mode de pensée.

Écoquartiers et quartiers durables

Les **écoquartiers** ont pour objectif de «ramener la nature et la protection

de l'environnement au cœur d'un lieu de vie et des préoccupations de ses habitants»². En effet, l'aménagement du territoire peut avoir un impact important dans la lutte contre le réchauffement climatique³. Plusieurs initiatives ont été mises en place dans toute la Belgique pour créer des écoquartiers.

En 2008, Bruxelles environnement a lancé l'appel à projets «**Quartiers durables citoyens**», visant à «soutenir, accompagner et valoriser des initiatives citoyennes collectives et durables à l'échelle des quartiers»⁴. Ces initiatives peuvent prendre plusieurs formes : jardins collectifs, «verdurisation» des rues, projet de mobilité douce... De cet appel à projets, plusieurs quartiers durables sont nés dans la région : Stockel durable⁵, Oasis du centre⁶, Forest Vert⁷, et autres⁸.

Les coopératives

Une coopérative, c'est «construire des alternatives concrètes ensemble»⁹. Il s'agit d'une entreprise qui répond aux besoins de ses membres : la personne est plus importante que le capital. Elle peut concerner toutes sortes d'activités : la production et vente de biens, le financement, l'habitat, les personnes, la gestion de l'énergie, la mise en commun de services¹⁰... Certaines d'entre elles développent des projets écologiques.

C'est le cas, par exemple, de **Vent du Sud**¹¹. Cette coopérative soutient le développement d'énergies renouvelables, dans le sud de

la province du Luxembourg. Ils visent une production locale de l'énergie, faite par et pour les citoyen·ne·s¹². Leur but est de soutenir une transition énergétique harmonieuse et d'informer la population sur leur pouvoir de maîtriser et d'alléger leur consommation énergétique.

«**Ma Ferme**»¹³, à Enghien, est une coopérative dont l'ambition est de «nourrir le corps et l'esprit de chacun en respectant la planète»¹⁴. Ce lieu accueille des productrices-teurs et artisan·e·s à «impact environnemental et social positif». En effet, elles-ils portent notamment une attention particulière à ce que les projets qui s'y installent aient des considérations environnementales, ainsi que des ambitions de préservation et de régénération de la biodiversité et des écosystèmes naturels.

1. Pour plus d'informations sur ce projet : <https://bit.ly/418OVPI>.
2. RIVES ARDENTES, *Qu'est-ce qu'un écoquartier?*, 25 avril 2022. <https://bit.ly/415R3xn>.
3. DUQUESNE Marianne, «Les communes wallonnes développent des quartiers plus durables», *Renouveau*, 1er octobre 2020, <https://bit.ly/40LThgm>.
4. PERRIFERIA, *Quartiers durables citoyens*, <https://bit.ly/3ZKWWFN>.
5. Pour plus d'informations : <https://bit.ly/3zCVHBT>.
6. Pour plus d'informations : <https://bit.ly/3KesVwj>.
7. Pour plus d'informations : <https://bit.ly/3zEdNDA>.
8. Pour en savoir plus sur les quartiers durables de Bruxelles : <https://bit.ly/3MnsJO7>.
9. ECOCONSO, «5 raisons de s'investir dans une coopérative citoyenne», 19 juin 2020, <https://bit.ly/40DxaZr>.
10. Coop FR, «C'est quoi une coopérative?», *YouTube*, 2014, <https://bit.ly/3UeTMwY>.
11. VENTS DU SUD, *Coopérative*, <https://bit.ly/417JHEA>.
12. *Ibid.*
13. Ma ferme, «accueil», <https://bit.ly/4130IF4>.
14. *Ibid.*



« Les petites victoires sont importantes »

• Propos recueillis par Elise Voillot • Chargée de communication Soralia •

Hermione et Sophie se sont rencontrées au sein du mouvement écolo Extinction Rebellion (XR). Ce collectif, né en Angleterre, connu pour ses actions non violentes dans l'espace public, dispose d'un important réseau en Belgique. Alors qu'Hermione est encore active dans la locale de Saint-Gilles, Sophie, ancienne coordinatrice, a laissé sa place sans pour autant trop s'éloigner de la militance. Ensemble, nous avons discuté d'XR, mais aussi de médiatisation des luttes écolos et de convergence des luttes.

Comment vous mobilisez-vous au sein d'XR ?

S. : On a trois revendications : dire la vérité, agir et on souhaite la mise en place d'assemblées citoyennes. On n'est pas le nouveau gouvernement ni un groupe d'expert-e-s, mais on veut une vraie démocratie pour proposer de nouvelles lois sur le climat. Tout projet qui rentre dans l'une de ces trois valeurs peut être intégré à Extinction Rebellion. Tout le monde peut rejoindre le mouvement !

H. : Il y a une grande diversité d'actions, un champ des possibles impressionnant. Ça peut convenir à plein de gens. Ce cadre-là permet de naviguer d'actions sans risques à des mobilisations plus dangereuses. Le fonctionnement en groupes locaux avec une entité nationale permet de créer des modèles reproductibles. On entend parler d'une action menée dans une locale et du coup on va la faire rejaillir ailleurs.

Comment vivez-vous votre engagement au quotidien ?

H. : Quand j'ai commencé à militer, je me sentais comme obligée d'aborder le sujet avec tout le monde, mais ça me faisait souffrir d'être toujours confrontée à des oppositions. J'ai moins tendance aujourd'hui à essayer de convaincre tout le monde. J'essaie aussi de montrer d'autres réalités et imaginaires à mon entourage plutôt que d'être en colère tout le temps.

S. : J'ai du mal à croire que nos actions peuvent avoir de grosses conséquences sur le monde. Je crois plus au changement interne, à la création d'une petite société au travers d'XR, au fait de donner du pouvoir aux gens, leur offrir un espace créatif pour tenter des choses, pour réfléchir collectivement.

Je me questionne beaucoup sur notre efficacité. Il y a tellement d'autres combats et d'injustice qu'il est parfois difficile de trouver sa place. Je constate quand même que ce sont souvent les mêmes personnes que l'on retrouve en manif climat, en soutien aux réfugiés, contre les violences policières... L'ouverture à la militance nous ouvre à plus de luttes encore.

H. : C'est clair que ça t'ouvre à d'autres luttes, mais ça décuple parfois le sentiment d'impuissance. J'ai envie d'agir et d'avoir des choses à dire sur tous ces sujets-là, mais je me sens toute petite, perdue dans un monde malade... c'est à la fois très positif et très oppressant.

Le terme d'écoterrorisme se banalise de plus en plus dans les médias et criminalise la militance. Comment vous armez-vous face à ces propos ?

S. : La non-violence fait partie des valeurs de XR. L'écoterrorisme est un terme surtout utilisé par les pouvoirs en place pour empêcher tout changement et discréditer les mouvements. Où se trouve le terrorisme ? La destruction de la vie, de l'humain ? Nous on se bat pour cette survie de la nature. Les terroristes, ce sont finalement celles et ceux qui s'opposent à la terre.

H. : On fait aussi face à des luttes internes au sein des mouvements écolos par rapport à la radicalité vis-à-vis de la police. Certain-e-s membres des mouvements écolos ne cautionnent pas les actions menées par les manifestant-e-s. Je n'ai pas encore de vrais arguments pour soutenir la réponse radicale des manifestant-e-s même si je la soutiens. Je pense que la violence n'est pas de notre côté.

En quoi la désobéissance civile¹ est-elle légitime

face aux questions écologiques ? Est-ce l'unique façon de se faire entendre aujourd'hui face à l'urgence climatique ?

S. : La médiatisation permet de donner de la visibilité à nos actions. Lorsque l'on fait de la sensibilisation, on veut que notre message soit entendu. Mais cela entretient des rapports un peu spéciaux avec les médias. Il y a parfois des dérives. On mène parfois des actions calmes et les journalistes s'en vont. On a alors une pression à mener des actions qui montent en tension pour garder les journalistes, pour que notre action ne soit pas invisibilisée. On a déjà dénoncé le fait que la presse ne s'empare pas plus des questions climatiques, que l'on doit réaliser une action sensationnaliste pour que la presse s'y intéresse.

H. : Je pense que la désobéissance civile n'est pas le seul mode d'action pour se faire entendre et faire bouger les choses. Il y a des actions qui se passent en ce moment en Europe contre les SUV, où des militant-e-s dégonflent des pneus. Ça permet de visibiliser le sujet dans les médias puis à d'autres ASBL de reprendre le sujet et de faire par exemple du lobbying politique, plus classique. Les deux modes d'action sont hyper complémentaires.

La désobéissance civile n'est pas le seul mode d'action pour se faire entendre et faire bouger les choses.

S. : À XR, on ne défend pas uniquement la désobéissance civile, mais tout un panel d'actions comme les pétitions, les marches, les plaidoyers. On travaille avec plein de groupes différents. Les mouvements des un-e-s vont soutenir ceux des autres pour aller dans une même direction.

Comment croiser les enjeux écologiques face aux autres défis sociétaux ?

S. : On a eu deux cercles au sein de XR avec une volonté de convergence des luttes. Le cercle féministe et queer qui a créé des actions autour de l'écoféminisme en non-mixité. Il y avait une volonté de mener un groupe d'action, mais aussi une volonté de travailler sur les

inégalités en interne. Tous les mouvements sont sujets au sexisme. Il y a aussi la volonté de questionner la place des personnes racisées et le racisme au sein du mouvement au travers de groupes d'action. Quand il y a eu Black Lives Matter, on avait envie d'y être, mais on s'est questionnées sur notre place, car notre mouvement est particulièrement composé de blanc-he-s. On s'est donc mis en lien avec les organisatrices-teurs pour plutôt se positionner comme stewarts, pour laisser la place visible et la parole aux personnes concernées.

H. : Les gens que j'ai rencontrés dans XR m'ont fait prendre conscience de la nécessité de faire le lien entre les différents combats et d'avancer sur ces réflexions. Mais on n'est pas encore hyper au taquet sur les différences injustices sociales. Ce n'est pas parce qu'on se trouve au sein d'XR qu'il est plus facile de prendre conscience de ses privilèges et de changer. Les personnes conscientes ne trouvent pas toujours leur place pour aborder ces questions dans le mouvement et s'orientent parfois vers d'autres structures.

Comment, via des individus issus de milieux différents, parvenez-vous à créer un mouvement collectif ?

H. : Le fait d'avoir des gens qui se réunissent est l'occasion d'évoquer certains sujets. Ça peut être l'occasion de planter des graines, de faire évoluer les gens dans d'autres directions.

S. : Comme c'est un mouvement presque exclusivement bénévole touchant des enjeux de société, on va se mettre au service d'un projet commun. On prend conscience de l'énergie dépensée par chacun-e et on se remercie les un-e-s les autres. Même quand une personne semble faire une action seule, il y a toute une équipe derrière. On a très vite le sentiment de faire partie d'un collectif, car on agit mieux ensemble.

Pensez-vous que l'espoir est encore permis face aux urgences que vous défendez ?

S. : Tant qu'il y a de la vie, il y a de l'espoir. Il faut accepter qu'on puisse influencer ce qui arrive sans contrôler tout ce qui nous arrive.

H. : Les petites victoires sont importantes. Quand les luttes locales permettent un réel impact, ça fait du bien. Je me dis que si personne ne lutte, le problème serait bien pire. C'est important de ne pas être uniquement dans l'opposition constante. On doit aussi participer à un autre imaginaire pour un futur plus désirable, c'est ça qui peut nous rendre optimistes même si le contexte n'est pas toujours rassurant.

1. La désobéissance civile est le fait de refuser publiquement d'obéir à une loi, une organisation, un pouvoir et de manifester ce refus de façon pacifiste. Pour en savoir plus : <https://bit.ly/41BINlm>.

Quelques ressources pour aller plus loin

Définitions

CRISE ÉCOLOGIQUE¹ : Une crise écologique se produit lorsque le milieu de vie d'une espèce ou d'une population évolue de façon défavorable à sa survie. La crise que nous traversons actuellement est globale et provoquée par l'impact des activités humaines. Elle comprend tant le dérèglement climatique que la destruction de la biodiversité, la pollution de l'air, la pollution de l'eau ou encore la pollution des sols.

POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE : La politique environnementale est l'engagement d'une organisation ou d'un gouvernement envers les lois, règlements et autres mécanismes politiques concernant les questions environnementales.

ÉCOSYSTÈME² : Il s'agit d'un ensemble d'êtres vivants qui vivent au sein d'un milieu ou d'un environnement spécifique et interagissent entre eux au sein de ce milieu et avec ce milieu.

BIODIVERSITÉ³ : La biodiversité est un terme générique pour désigner la diversité et la richesse en espèces vivantes qui peuplent la Terre, un territoire ou un écosystème. Cette notion s'applique aux différentes espèces végétales et animales, allant des organismes monocellulaires aux organismes les plus complexes.

LA JUSTICE ENVIRONNEMENTALE⁴ : Elle veille à ce que lois, règlements et politiques environnementales traitent tout le monde équitablement.

À VOIR, À LIRE, À DÉCOUVRIR

DES COMPTES INSTAGRAM À SUIVRE

@youth. for. climate : le compte officiel du collectif belge Youth For Climate

@pourunreveilecologique : un compte français alimenté par des étudiant·e·s et de jeunes diplômé·e·s pour s'informer et s'engager.

@droledhumourdurable : un compte à l'humour aussi noir que les mares de pétrole.

À CONSULTER ET LIRE :

Agir-Esse : un site particulièrement accessible abordant notamment la question de la santé environnementale <https://agir-ese.org/>

Santé environnementale | Réseau des femmes en environnement : ce site offre également un regard genré sur la santé environnementale : seaufemmesenvironnement.org

Le manifeste pour une justice climatique fémi-

niste réalisé par Le Monde selon les Femmes : 10 principes pour croiser les enjeux féministes aux enjeux climatiques (<https://bit.ly/3zTGjBg>). Le Monde selon les Femmes est également à l'initiative d'un outil pédagogique sur l'écoféminisme : Carré genre – Utopies féministes (<https://bit.ly/3KQL2dg>).

RCR² – Réseau de Collectifs en Recherche de Résilience : envie de vous engager? Le RCR a cartographié différentes initiatives écoresponsables : potagers collectifs, donnerie, repair café... Il y en a pour tous les goûts!

À ÉCOUTER :

De cause à effet, le magazine de l'environnement : un podcast hebdomadaire pour aborder les questions environnementales en compagnie d'expert·e·s, de chercheuses·eurs, de décideuses·eurs et de citoyen·ne·s

L'écologie : sauvons la planète (Assassins, 1985) : un morceau de rap très en avance sur son temps, dénonçant le manque d'action politique contre les dérèglements climatiques.

À VOIR :

Demain (Cyril Dion, Mélanie Laurent – 2015) et **Bigger than us** (Flore Vasseur – 2021) offrent tous deux une vision optimiste de l'engagement et de la militance.

Le studio d'animation japonaise Ghibli nous a habitué·e·s à des films engagés en matière d'environnement. **Pompoko** (Isao Takahata- 1994) reste l'œuvre la plus accessible pour une séance avec ses enfants, à partir de 6 ans. Le film raconte l'histoire de petits animaux, les Tanuki, faisant face à la destruction de leur habitat, dans un Japon en pleine expansion. Drôle et criant de vérité! **Le Peuple Loup** (Tomm Moore et Ross Stewart-2020) magnifique film d'animation sous fond de fable irlandaise, aborde également la destruction de l'environnement. Une œuvre fantastique qui, avec ces différents niveaux de lecture, touchera petit·e·s et grand·e·s!

Dark Waters (Todd Haynes, 2019) raconte l'histoire vraie d'un avocat spécialisé dans la défense des industries chimiques. Celui-ci va risquer sa carrière pour dénoncer la pollution mortelle du puissant groupe chimique DuPont, premier employeur de la région. Un film coup de poing.

1. Pour en savoir plus : <https://bit.ly/3Mh5uVl>.
2. Pour en savoir plus : <https://bit.ly/3W1KHIL>.
3. Pour en savoir plus : <https://bit.ly/3mEQAl0>.
4. Pour en savoir plus : <https://bit.ly/3Mh5uVl>.
5. Pour en savoir plus : <https://bit.ly/3HX7s17>.

L'inclusion passe aussi par le langage

• Margot Foubert • Chargée de missions Sofélia •

Le mois de juin, connu également comme le Mois des Fiertés, célèbre chaque année la communauté LGBTQIA+¹. En effet, en juin 1969, à New York, ont démarré les émeutes de Stonewall, symbole de révolte de la communauté contre les violences qu'elle subit au quotidien². En ce Mois des Fiertés, il convient de rappeler l'importance de la communauté transgenre, dont plusieurs figures emblématiques sont à l'origine des *Pride* que nous connaissons aujourd'hui.

Les discriminations envers les personnes transgenres existent toujours. En effet, aux États-Unis, plusieurs États ont proposé des lois interdisant l'accès à des traitements hormonaux pour les mineur-e-s trans³. L'exclusion touche également le monde sportif où la Fédération internationale d'athlétisme bannit désormais les personnes trans des catégories féminines⁴. Au sein même de certains mouvements féministes, de nombreuses personnes refusent l'inclusion des personnes trans dans leurs combats⁵. Ces dernières sont qualifiées de TERF (Trans-Exclusionary Radical Feminist). Sofélia – La Fédé militante des Centres de Planning familial solidaires a d'ailleurs fait les frais d'une vague de haine transphobe lors de sa dernière campagne, Sang Rougir⁶. En effet, nous avons décidé d'utiliser les termes « personnes menstruées » à la place de « femmes », dans le but de visibiliser les vécus de chaque personne ayant ses règles. Cela nous a valu d'être accusées, entre autres, de « pervertir la jeunesse » ou encore d'avoir des « positions psychotiques ».

L'inclusion des personnes trans dans notre langage courant est un très bon premier vecteur d'égalité.

Penser l'inclusivité par le langage

Pourtant, l'inclusion des personnes trans dans notre langage courant est un très bon premier vecteur d'égalité. En effet, le langage façonne notre pensée et influence notre vision du monde. Il joue un rôle dans les discriminations et le maintien de celles-ci envers, entre autres, les personnes trans⁷. Cela entraîne une certaine justification du harcèlement, des insultes et des violences physiques à leur égard. Ainsi, l'état de santé des personnes trans est globalement moins bon que celui d'autres populations⁸.

Concrètement, adopter un langage inclusif permet de visibiliser et de représenter les vécus des personnes trans. Ce manque de représentation peut constituer un frein important à leur émancipation et à leur épanouissement, mais aussi à la reconnaissance de leurs réalités et besoins. Pour reprendre l'exemple des menstruations évoqué précédemment, préférer l'emploi de « personnes menstruées » montre aux personnes trans qu'elles sont les bienvenues. En effet, puisqu'elles sont régulièrement sujettes à des discriminations dans le domaine de la santé, cela peut les pousser à adopter des stratégies d'évitement et donc à repousser leurs soins de santé⁹. Il est donc capital que cette population puisse avoir accès à des informations concernant leur santé, notamment menstruelle, et ce avec le moins de barrières psychologiques ou physiques possible.

Enfin, utiliser ces termes neutres permet également d'engager une réflexion avec un public non-concerné par la transidentité. Cela peut permettre, notamment, d'enclencher une discussion avec une personne n'étant pas forcément au fait des discriminations liées au genre. Tout acte de sensibilisation sur le sujet sera toujours le bienvenu.

Pour Sofélia, il est nécessaire de pouvoir former ses Centres de Planning familial (CPF) affiliés aux réalités des vécus et de la santé des personnes trans. En effet, il s'agit d'un public qui est plus sujet aux reports de soins, notamment gynécologiques, par peur d'être confronté à de la transphobie de la part des professionnel-le-s de santé. Il semble donc essentiel que les CPF soient formés à la thématique des transidentités au vu de leur expertise et des questionnements qu'ils peuvent rencontrer sur le terrain à ce sujet.

1. LGBTQIA recouvre les termes suivants : Lesbienne, Gay, Bisexuel-le, Trans*, Queer, Intersexe et Asexuel-le. Le + symbolise l'ensemble des (sous-) groupes qui ne sont pas nommés au préalable. Voir le dossier LGBTQIA+ de Sofélia : <https://tinyurl.com/y7yrjch9>.
2. TÊTU, « Deux femmes transgenres emblématiques de Stonewall vont avoir un monument à New York », *Têtu*, 31 mai 2019, <https://tinyurl.com/mtfrnpk3>.
3. SCHEFFER Nicolas, « L'Arkansas adopte "l'une des lois anti-trans les plus radicales jamais passées à l'échelle d'un État" », *Têtu*, 30 mars 2021, <https://tinyurl.com/3v3xyhzb>.
4. AFP et LIBÉRATION, « Athlétisme: les personnes transgenres seront bannies des compétitions féminines », *Libération*, 23 mars 2023, <https://tinyurl.com/4hwam2x5>.
5. Par exemple, le mouvement « femelliste » : <https://tinyurl.com/mucfycyy>.
6. Campagne Sofélia 2022 « Sang rougir ! » : <https://tinyurl.com/5n98mk8r>.
7. AMNESTY INTERNATIONAL, *Guide de langage inclusif*, mai 2022, <https://tinyurl.com/3hfwvm9v>.
8. RÉGNY Marjolaine, Note de lecture du rapport State-of-the-art study focusing on the health inequalities faced by LGBTI people, 2018, <https://tinyurl.com/mpux88xx>.
9. MOTMANS Joz et al., *Être une personne transgenre en Belgique. Dix ans plus tard*, Bruxelles, 2017, <https://tinyurl.com/4rzcyrw3>.



Harry Styles est-il en train de piller la culture LGBTQIA+ ?

• Elise Voillot • Chargée de communication Soralia •

Les normes esthétiques dans la mode s'écartent de plus en plus de la binarité des genres. Des figures comme le chanteur Harry Styles semblent représenter une nouvelle génération d'artistes affranchis de l'éternel uniforme masculin – pantalon-t-shirt-chemise. Arborant boucles d'oreilles, perles, jupes, boa ou encore paillettes, l'artiste est identifié aujourd'hui comme le symbole d'une nouvelle masculinité. Pourtant, certain·e·s s'interrogent sur la réappropriation commerciale d'une telle démarche et accuse le chanteur de queerbaiting. **Accusation fondée ou injustifiée ?**

C'est quoi le queerbaiting ?

Le queerbaiting est un mot-valise qui se traduit par «appât à queer¹». Ce terme a été popularisé avec l'émergence d'internet et des communautés de fans en ligne au début des années 2000. Les producteurs de contenus culturels tentent alors d'attirer une nouvelle audience LGBTQIA+ en paraissant progressistes sans pour autant perdre un public peu sensible, voire opposé à ces questions.

Dans le monde de la musique, plusieurs personnalités ont été accusées de jouer sur l'ambiguïté sexuelle pour faire vendre... dont Harry Styles. On lui reproche de ne pas s'exprimer sur sa vie sexuelle et amoureuse tout en adoptant un style qui sort des normes binaires femmes-hommes. Pourtant, il n'est pas le premier à jouer avec les frontières du genre².

Le look, une histoire politique

Alors que les hommes issus de la noblesse se fardaient, portaient des plumes, des perruques et des couleurs criardes durant le siècle des Lumières, la Révolution française va mettre un coup de frein à la mode masculine pour mieux répondre aux idéaux de l'époque... en reproduisant sans complexes les stéréotypes de genre. En parallèle, le développement du prêt-à-porter, croisé aux enjeux capitalistes, va créer une différenciation de plus en plus marquée entre la garde-robe féminine et masculine.

Il faudra attendre la période d'après-guerre pour que cette binarité soit remise en question par des personnalités

publiques comme Elvis Presley, Mick Jagger ou David Bowie... même si cela s'apparente plus à la création d'un alter ego artistique plutôt qu'un mode de vie dans le quotidien.

Aujourd'hui encore, les hommes qui portent des tenues culturellement associées aux femmes le font surtout dans la sphère publique et médiatique.

Une invisibilisation des cultures LGBTQIA+

Même si cela est de plus en plus visible, oser s'affranchir des normes en s'affichant avec des vêtements dits féminins reste donc pour des hommes un acte hautement transgressif au point de susciter l'attention du grand public à chaque fois que cela se produit. En témoigne l'immense remous médiatique qu'a suscité la couverture de Vogue avec Harry Styles en robe. Si, sans surprise, la sphère conservatrice a crié à la «perte de virilité», des réactions mitigées ont également émergé de la communauté LGBTQIA+. Alors que certain·e·s applaudissent ce progressisme, d'autres dénoncent une réappropriation de la culture trans et racisée par un homme blanc, cisgenre et prétendument hétérosexuel.

Comme l'explique l'acteur Billy Porter : «J'ai lancé le débat (à propos de la mode non-binaire) et pourtant, Vogue a mis Harry Styles, un homme blanc, hétéro, dans une robe en couverture pour la première fois. Moi, c'est ma vie. J'ai dû me battre toute ma vie pour en arriver à ce moment où je pourrais porter une robe aux Oscars et ne pas être fusillé.»³

Comme l'explique l'artiste pop Bryn : «Il y a des artistes

hétéros cis qui s'approprient des éléments queers sur scène pour être cool, mais pas dans leur vie de tous les jours. Iels bénéficient du glow sans se taper la haine qui va avec. En plus, iels sont payé·es pour ça.»⁴

Ces propos font échos à une problématique plus large, celle de l'invisibilisation et des discriminations que vivent certaines communautés. Comme l'explique la conférencière Betel Mabile : «La majorité des médias mainstream ne propose que peu ou pas de représentation de personnes LGBTQIA+. De plus, lorsque cette représentation a lieu, elle est généralement portée par des personnes blanches. [...] Il en résulte que les personnes racisées et LGBTQIA+ doivent subir de plein fouet un manque de représentation, pourtant utile, voire nécessaire à la construction de l'identité.»⁵

Une question pas si simple

Si l'invisibilisation des personnes LGBTQIA+ est une réalité, peut-on pour autant déclarer qu'Harry Style use et abuse des codes pour servir des objectifs commerciaux ?

La réponse n'est pas si simple. Tout d'abord, parce qu'il existe une énorme pression médiatique pour que les artistes témoignent à propos de leur vie privée et de leur sexualité. Il est problématique de remettre constamment en question les actes ou propos d'une personne dont la sexualité peut évoluer tout au long de sa vie⁶.

Certain·e·s artistes se retrouvent même *outé·e·s*, c'est-à-dire contraint·e·s d'avouer leur sexualité sous la pression de leurs fans et/ou des médias. Cette injonction à devoir à tout prix se révéler au public est problématique, surtout dans une société où s'affirmer en tant que personne LGBTQIA+ peut s'avérer risqué.

Ensuite, tabler sur le style d'une personne pour l'identifier (ou non) comme membre de la communauté LGBTQIA+ est risqué et essentialisant («un homme qui porte une jupe est forcément gay/trans»)⁷. Il existe une confusion importante entre l'expression de genre (ses choix vestimentaires, les pronoms et noms à utiliser pour la personne désignée...), l'identité de genre (cisgenre, transgenre, non-binaire...) et la sexualité d'une personne (homosexuel·le, hétérosexuel·le...)^{8,9}. On peut ainsi se considérer comme un homme cisgenre et hétérosexuel tout en questionnant les normes binaires de la société.

Si Harry Styles entretient une certaine ambiguïté sur sa sexualité, il est important de rappeler qu'il n'hésite pas à se positionner comme un soutien important de la cause LGBTQIA+. Comme l'expliquent les responsables du compte Instagram LGBTQIA+ Paint : «Des artistes comme lui, qui sont prêts à parler de ces thématiques et font de leurs concerts des lieux chaleureux et bienveillants pour tous et toutes, ça s'applaudit. On en voudrait davantage!»¹⁰

Finalement, plutôt que de se demander si Harry Styles se réapproprie ou non certains codes, ou s'il fait partie ou non de la communauté LGBTQIA+, la question se situe autour des privilèges et des représentations.

Si l'invisibilisation des personnes LGBTQIA+ est une réalité, peut-on pour autant déclarer qu'Harry Styles use et abuse des codes pour servir des objectifs commerciaux ?

Il serait bienvenu qu'Harry Styles utilise l'attention médiatique qui lui est portée afin de visibiliser la communauté queer et les militant·e·s qui se sont battus des décennies durant pour pouvoir s'habiller hors des carcans genrés.

Comme l'explique le directeur général de l'organisme Interligne, Pascal Vaillancourt «Si on adopte un style qui s'apparente aux communautés queers, je pense qu'il faut le dire, qu'il faut le valoriser et utiliser son privilège pour montrer qu'on est conscient d'où ça vient et que la personne l'adopte fièrement»¹¹

Bref, faisons d'Harry Styles un porte-parole voire un allié et encourageons-le à soutenir des causes justes tout en évitant de reproduire des stéréotypes.

1. Les personnes queers représentent «toute personne ou identité allant à l'encontre des normes structurant le modèle social hétéronormatif et cisnormatif». Pour en savoir plus : <https://bit.ly/3Kfk16n>.
2. LUYSSSEN Johanna, «Queer code-la douce folie d'un androgyne génie», *Libération*, 11/01/2015, <https://bit.ly/3mek4CN>.
3. Depuis, Billy Porter est revenu sur ses propos en expliquant que le problème était plus profond et concernait surtout l'invisibilisation et l'oppression des personnes racisées. Pour en savoir plus : <https://bit.ly/440gdKQ>.
4. WITTOCK Hendrick, «L'appropriation de la culture queer dans la musique et la nightlife», *Vice*, 25/05/21, <https://bit.ly/3Y7532E>.
5. MABILLE Betel, «Racisé·e·s et LGBTQIA+ : Entre invisibilisation et fétichisation», *Be Pax*, 5/10/18, <https://bit.ly/3Y5TWrm>.
6. KARI Paul, «Why accusing Harry Styles and Cardi B of queerbaiting is regressive», *The Guardian*, 27/02/23, <https://bit.ly/3nuFah6>.
7. *Idem*.
8. Pour en savoir plus : <https://bit.ly/3EIZ650>.
9. KONATÉ Dialla, «Le "queerbaiting" : phénomène opportuniste ou étape utile pour la cause LGBTQ+ ?», *Télérama*, 10/10/22, <https://bit.ly/3Y9JQdp>.
10. *Idem*.
11. ABRAN Geneviève, «Accusations de queerbaiting: Harry Styles gagne-t-il à rester ambigu sur sa sexualité?», *24 heures*, 26 août 2022, <https://bit.ly/4258REn>.

Au Maroc, l'émancipation des femmes passe par l'autonomisation

• Solsoc •

Une équipe d'animatrices de Soralia, accompagnées de leur Secrétaire Générale et de deux employées de Solsoc, est partie à Casablanca au mois de mars pour découvrir le travail que les associations de quartier mènent avec le soutien de Solsoc. La mission était organisée par AFAQ — Action Femmes des Associations de Quartiers du Grand Casablanca — qui, à travers un réseau d'associations, lutte pour l'émancipation des femmes marocaines dans les quartiers populaires de la ville.

Bien que le Maroc ait fait d'importants progrès en termes de législation sur l'égalité des sexes ces dernières années, les femmes marocaines doivent encore faire face à une société conservatrice et fortement patriarcale dans leur vie quotidienne. Cette réalité se fait d'autant plus sentir si elles vivent dans les périphéries des villes et dans les zones rurales du pays qui sont défavorisées. Les femmes cheffes de ménage y vivent très souvent dans une grande précarité.

L'importance du travail de proximité

Le travail de proximité mené par ces associations traite les problématiques rencontrées par les femmes des quartiers populaires dans leur ensemble : AFAQ encourage ses membres à renforcer leurs compétences techniques

par la formation afin de pouvoir entreprendre une activité professionnelle. L'association organise aussi de nombreux ateliers de sensibilisation à leurs droits, leur faisant ainsi prendre conscience de leur force. AFAQ soutient également la mise sur pied d'activités économiques par et pour les femmes, qui s'inscrivent dans le cadre d'une économie sociale et solidaire. Ces initiatives bénéficient d'un appui financier et AFAQ encadre les femmes dans toutes les démarches administratives et politiques pour développer leur projet. Dans ces coopératives, les femmes apprennent un métier, mais elles sont surtout solidaires entre elles (voir encadré).

La place des femmes dans la société

En plus d'avoir un impact concret sur la vie de nombreuses femmes, ces associations jouent un autre rôle important dans le quartier en formulant des revendications auprès des pouvoirs locaux, notamment d'occupation de l'espace public. En effet, le but de ces activités associatives est non seulement l'amélioration des conditions individuelles des femmes, mais aussi de la position des femmes dans la société, en aidant à former des femmes capables de se faire entendre dans le débat public.

Dans un contexte de lutte pour la démocratie et la laïcité, le mouvement féministe que nous avons rencontré au Maroc ne suit pas la même démarche que le féminisme européen actuel, mais il va certainement dans le même sens, celui du respect des droits et de l'émancipation des femmes dans la société.

À partir de cet échange, une exposition photographique sera créée et présentée par Soralia et Solsoc à partir de l'été 2023. Pour plus d'info : ibassetto@solsoc.be et laudine.lahaye@solidaris.be

Elles témoignent

Nissae Labita fait partie de ces coopératives qui se sont aujourd'hui autonomisées et qui rencontrent un grand succès. Il s'agit d'une coopérative féminine de fabrication de biscuits et de plats traiteurs à Mohammédia. Nous y avons rencontré Saâdia, la combattante qui a fondé la coopérative :

« Avant mon mariage, j'avais eu l'occasion d'apprendre à faire des gâteaux traditionnels, mais quand je me suis mariée j'ai arrêté de travailler. À la mort de mon mari, j'étais dans une situation de précarité et j'ai commencé à souffrir de dépression. C'est à cette période que j'ai rencontré le président de l'association (une association de quartier,

NDLR) et nous avons eu l'idée de rassembler des femmes vivant dans la même situation et de leur transmettre cette envie d'être indépendante financièrement, sans demander de l'aide.

Grâce au projet, ces femmes sont devenues connues à Mohammédia et inspirent le respect. Elles ne sont pas devenues riches, mais elles ont des revenus suffisants pour être autonomes et s'occuper de leur famille. Toutes les employées ont appris à connaître leurs droits, il y a des ateliers de coaching, de communication. Cela nous permet surtout d'être fières de nous. »

À Casablanca, nous avons rencontré un groupe de femmes qui font de la menuiserie, un métier pourtant traditionnellement réservé aux hommes.

Leur projet en est encore à ses prémises et aujourd'hui, elles identifient leurs besoins :

« Au début, c'était difficile de se former à la menuiserie, il n'y avait pas de formation pour nous et les hommes ne voulaient pas que les femmes touchent les machines. Dans ce projet, initié en 2019, nous avons eu accès à un apprentissage et à un accompagnement pour créer notre propre coopérative. Pour l'instant, nos revenus sont satisfaisants, mais instables parce que c'est un petit atelier et que les commandes sont aléatoires. Dans les prochains mois, avec le soutien d'AFAQ, nous allons avoir quelques nouveaux outils et des machines à coudre. Avec ce travail physique, nous sommes capables de faire sortir les émotions négatives. »

Dans ces coopératives, les femmes apprennent un métier, mais elles sont surtout solidaires entre elles.



Le juste prix des médicaments

• Joachim Wathelet • Chargé de campagne Solidaris •

Soins dentaires impayables, facture à la pharmacie qui explose, pénurie de soignant·e·s... Nos soins de santé sont sous pression. Quand l'industrie pharmaceutique s'en met plein les poches, la Sécurité sociale et les patient·e·s, elles·eux, passent à la caisse¹.

L'industrie pharmaceutique : un secteur fructueux

En 20 ans, les bénéfices de l'industrie pharmaceutique ont augmenté de 265 % pour atteindre plus de 1,4 milliard de dollars en 2021 au niveau mondial. L'industrie pharmaceutique est l'un des secteurs d'activité avec le plus haut taux de profit moyen au niveau mondial. Entre 1954 et 1999, les marges de profit moyen atteignaient presque 12 %. Entre 2000 et 2019, ce taux grimpe jusqu'à presque 18 % de profit. Derrière ces chiffres se cache un secteur économique très fructueux!

Sécurité sociale : l'incontrôlée explosion des prix des médicaments

De l'autre côté, la Sécurité sociale dépense chaque année 5,4 milliards d'euros afin de rembourser les médicaments aux patient·e·s et d'ainsi les rendre accessibles pour tou·te·s. Sans cet outil de répartition des richesses, les médicaments seraient tout simplement impayables pour les citoyen·ne·s. La Sécurité sociale est financée par les travailleuses·eurs qui, chaque mois, cotisent une partie de leur salaire pour se protéger solidairement des risques de la maladie.

Mais malheureusement, le budget de la Sécurité sociale n'est pas extensible. À l'avenir, il y a un risque que la Sécurité sociale ne puisse plus rembourser les nouveaux médicaments.

Pourquoi ?

En négociant avec l'État des prix en déconnexion totale avec les coûts de recherches et de production des médicaments, les firmes pharmaceutiques parviennent à nous imposer des prix ahurissants. Chaque année, ces prix augmentent : pour les traitements délivrés à l'hôpital aux patient·e·s ambulatoires (en hospitalisation de jour), les dépenses explosent de presque 20 % par an².

À titre d'exemple, les traitements pour le cancer, qui représentent 12 % des dépenses du budget de remboursement des médicaments, nous sont vendus de 16 à 18 fois plus que le « prix juste » calculé par le modèle du *fair price* de l'Agence Internationale des Mutualités.

Si le modèle du *fair price* s'appliquait à l'ensemble des médicaments négociés par l'État depuis 2015, la Belgique paierait 4 fois moins pour les médicaments innovants. Chaque année, 1 milliard d'euros, soit 20 % du budget total pour le remboursement des médicaments, pourrait être récupéré auprès de l'industrie pharmaceutique et réinvesti dans les soins de santé.

Autrement dit, chaque année, 1/5^{ème} des dépenses pour le remboursement des médicaments est détourné de son objectif initial de redistribution des richesses en remplissant les poches d'actionnaires nanti·e·s plutôt que celles des patient·e·s.

Solidaris en ordre de bataille

« Face à cette opacité et à l'augmentation constante des prix des médicaments, les mutualités ont développé un modèle du juste prix. Il se base sur des critères objectifs prédéfinis intégrant les coûts des fabricants ainsi que des marges raisonnables tout en rémunérant l'innovation liée à la valeur thérapeutique du médicament.

L'objectif du modèle est de trouver le fragile équilibre entre les intérêts divergents des firmes qui développent et commercialisent les médicaments, et des systèmes de santé qui les financent et doivent avoir les moyens de donner accès aux médicaments d'autre part. »³

C'est pourquoi la campagne « Le juste prix des médicaments » menée par Solidaris demande que les négociations des prix des médicaments en Belgique se basent sur ce modèle. Une pétition a été lancée pour demander de modifier la loi dans ce sens. En récoltant 25 000 signatures, Solidaris pourra défendre cette proposition au sein de la Commission Santé du Parlement Fédéral. Plus d'information sur <http://lejusteprixdesmedicaments.be>

1. Cet article s'inspire de l'analyse Solidaris : « Quel serait l'impact d'un prix juste pour les médicaments en Belgique ? » à découvrir ici : <https://bit.ly/3nuFah6>.
2. HENDRICKX Anne et al., « Quel serait l'impact d'un prix juste pour les médicaments en Belgique ? Analyse sur base de 7 médicaments », Analyse Service Etudes et Politique Solidaris, janvier 2023, <https://bit.ly/3mG1OE2>.
3. Idem.

Un mois de mars engagé dans le Brabant Wallon

• Marine Vankerkhoven • Animatrice Soralia Brabant Wallon •

Durant le mois de mars, Soralia Brabant wallon a organisé une série d'actions militantes pour l'égalité ! Grâce à nos activités, nous avons voulu permettre une réflexion critique sur les inégalités sociales et de genre. Retour en images sur ces temps d'échanges, de rencontre et de découvertes !

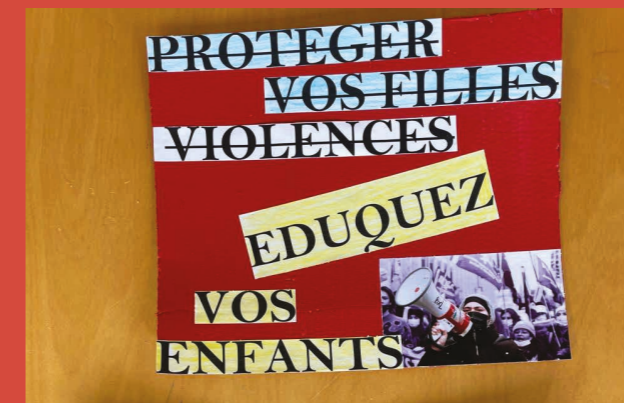
« Des femmes ! Des droits ! » à Tubize



« La place des hommes pour l'égalité » à Wavre



Création de pancartes au CPAS de Tubize



Des rendez-vous pour plus d'égalité

Suite à ces échanges, Soralia Brabant Wallon a décidé de lancer un nouveau groupe à projet qui sera actif tout au long de l'année pour mobiliser des personnes désireuses d'agir pour plus d'égalité !

Tu souhaites t'engager au sein d'une association féministe pour réduire les inégalités ? Rejoins le groupe « l'égalité, ça se travaille ! » pour partager tes idées, concevoir des projets, sensibiliser et informer sur les inégalités de genre et les différents rapports de domination. Que tu aies 2 h par an ou 10 h par semaine, tu as, toi aussi un rôle à jouer !

N'hésite pas à prendre contact : 0473/53.32.89 ou par mail : soralia.bw@solidaris.be

Charge mentale et intersectionnalité à Wavre



Pour suivre nos activités : Rendez-vous sur notre page Facebook



Les Solidarités : un nouveau site et une édition « grand cru »

• ASBL Fête des Solidarités •

Le festival Les Solidarités fêtera sa 9^e édition les 25, 26 et 27 août prochains, clôturant ainsi la saison des festivals. En août 2022, plus de 52 000 visiteuses-eurs ont foulé le sol de la Citadelle de Namur. Combien seront-elles-ils cette année ?



La grande nouveauté cette année est le changement de lieu du festival. En effet, il s'installe sur le site d'Ecolys, toujours à Namur, centre névralgique de la Wallonie.

Le festival a toujours pour volonté de rassembler un public familial où toutes les générations se retrouvent autour d'un même désir de vivre-ensemble, de justice sociale et de lutte contre les inégalités.

Durant 3 jours, Les Solidarités offrent une programmation particulièrement qualitative et volontairement variée, ainsi qu'une centaine d'activités diverses qui prennent vie chaque année : débats, concerts, spectacles pour enfants, activités ludiques et diverses découvertes qui témoignent du fait qu'il est bien plus qu'un festival!

Parmi celles-ci, la CASA : un lieu de rencontres et d'échanges, une radio web et de nombreuses autres activités pour susciter, alimenter et stimuler la réflexion.

Malgré la situation socio-économique, Les Solidarités, dont l'objectif n'est pas le profit, mais l'équilibre, continuent à pratiquer une politique tarifaire calculée au plus juste afin de limiter les inégalités en termes d'accessibilité. Pour la première fois, et fait unique pour un festival estival, un tarif spécial sera accordé pour les moins de 18 ans. Et bien sûr toujours la gratuité totale pour les moins de 12 ans.

LESSOLIDARITES.BE

Page ludique

• Pauline Kiesecons • Stagiaire Soralia •

267 milliards A•

•1

C'est ce que promet l'État belge pour son « financement climatique » à partir de 2022³. Jusque 2021, l'État y allouait 90 millions d'euros par an. Ce montant est ensuite passé à 100 millions en 2021⁴. Ce financement est « l'engagement financier pris collectivement par les pays développés à soutenir les pays en développement face aux défis climatiques »⁵.

68 millions B•

•2

C'est le nombre moyen de tonnes de glace que les glaciers perdent chaque année depuis 2000... et cette fonte s'accélère! En effet, entre 2015 et 2019, la perte s'élèverait à 298 gigatonnes. Selon une étude faite par des chercheurs-eurs en Corée du Sud et aux États-Unis, cette fonte entraînerait une élévation annuelle du niveau des eaux entre 50 centimètres et 1,4 mètre, si les politiques climatiques actuelles ne changent pas¹.

135 millions C•

•3

C'est l'estimation de l'empreinte aquatique⁶ de la Belgique pour une année, soit 7 300 litres par jour et par habitant-e⁷. La Belgique aurait l'une des plus importantes au monde, notamment au niveau de son développement industriel et de sa consommation générale, comme le café, la viande, etc.⁸

28 milliards D•

•4

C'est le nombre de tonnes de déchets produits en Belgique en 2020. Le secteur industriel est le plus gros producteur de déchets avec 37 millions de tonnes, suivi par le secteur de la construction avec 20 millions de tonnes et enfin les ménages avec 5,3 millions de tonnes².

SOLUTIONS : A-2, B-4, C-1, D-3

1. AFP, « Climat : de nouvelles études sur la fonte des glaces polaires noircissent encore le tableau », L'OBS, 19 février 2023, <http://bit.ly/3ZKC4TS>.

2. STATBEL, La production de déchets est restée stable en 2020, 18 août 2022, <https://bit.ly/3mPxRQt>.

3. Diplomatie Belgium, Financement climatique belge : des résultats significatifs, mais insuffisants face aux défis climatiques, 25 février 2022, <https://bit.ly/3Jc3v1R>.

4. Diplomatie Belgium, La Belgique appelle à davantage d'ambition climatique au niveau mondial, 14 décembre 2021, <https://bit.ly/3yzc8i9>.

5. CNCD 11.11.11, Financement climat : la Belgique doit payer sa juste part, <http://bit.ly/3zghwr2>.

6. « Cet indicateur représente la quantité directe et indirecte d'eau qui a été nécessaire pour la consommation des biens et services qui sont consommés. » ; AQUAWAL,

L'empreinte aquatique en Belgique, <http://bit.ly/3Zje4X2>.

7. Ibid.

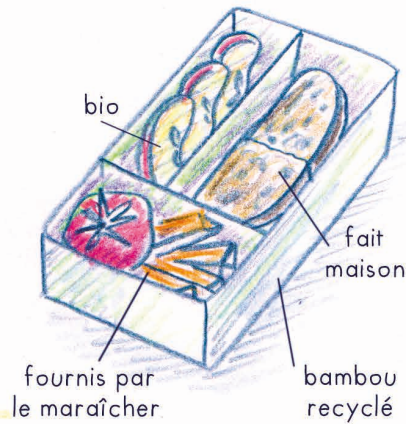
8. RTBF, « Bonne élève en Europe, la Belgique serait parmi les plus gros consommateurs d'eau au monde », RTBF Info, 17 août 2022, <http://bit.ly/40L4P3z>.

LE PARADOXE DU JARDIN D'EN FACE

Ma voisine Véro est écolo



Ses enfants ont des piques-niques sophistiqués



L'été, elle les emmène en vacances à l'étranger



Ils en reviennent ravis et souvent tout bronzés

Ma voisine Béa a lâché sa vieille voiture



La faire réparer devenait trop cher

Ses enfants vont à l'école en bus



Elle, au travail à pieds

Comme sa maison est pleine de courants d'air



Béa n'a pas les moyens de voyager

Malgré leurs différences et leurs deux réalités



Toutes deux participent à rendre le monde plus vert

Zoé Borbé



AVEC LE SOUTIEN DE LA
FÉDÉRATION WALLONIE-
BRUXELLES